

MADELEINE, DENISE

Nos mémoires du Vél d'Hiv'

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER VAN CAEMERBÈKE
PHOTOS ARNAUD BAUMANN

On l'appelle la rafle du Vel d'Hiv', et c'est l'une des pages les plus noires de l'histoire de France. Le 2 juillet 1942, le gouvernement de Vichy conclut un accord avec l'occupant allemand réclamant l'arrestation de 30 000 juifs étrangers ou apatrides. Sans y avoir été contraint, Vichy propose la déportation des enfants. Les 16 et 17 juillet, la police française arrête à leur domicile 13 152 personnes ; 4 992 d'entre elles sont envoyées à Drancy. Les autres — 2 916 femmes, 1 129 hommes et 4 115 enfants — prennent la direction du Vélodrome d'Hiver, rue Nélaton (Paris 15^e). Elles y resteront enfermées dans des conditions effroyables avant de rejoindre les camps de transit de Beaune-la-Rolande et de Pithiviers.

Denise Tavernier, assistante sociale, réquisitionnée à la demande de la Croix-Rouge, fut l'une des rares civiles autorisées à entrer dans le vélodrome, mais surtout la seule personne dont le témoignage a été



Madeleine Gutman, la rescapée (à gauche), et Denise Tavernier, le témoin (à droite), soixante-huit ans après le drame.

consigné officiellement, par la préfecture de police, en juillet 1942. Quant à **Madeleine Gutman**, de confession juive, elle avait 18 ans lorsqu'elle a réussi à s'échapper in extremis du Vel d'Hiv. Par l'entremise de **Serge Klarsfeld**, célèbre avocat de la cause des déportés en France et chasseur de nazis, nous avons rencontré ces deux femmes, aujourd'hui âgées de 91 et 86 ans. Pour chacune, le drame du Vel d'Hiv est encore très présent. **Elles se sont croisées sans se connaître en 1942, Sélection les a réunies soixante-huit ans après le drame.**

Madeleine Gutman Évadée >>>

Notre enfer a débuté au petit matin du 16 juillet 1942. Des policiers nous ont interpellés, chez nous, rue Hautefeuille (Paris 6^e). Ils avaient deux noms : celui de ma mère et le mien, étant toutes deux juives polonaises. Mon père, déporté un an plus tôt, ne figurait pas sur leur liste, pas plus que Marie ni Joseph, mes frère et sœur, français de naissance. Mais Joseph avait la jambe dans le plâtre. Pour maman, pas question de laisser son fils de 13 ans seul à la maison.

Voilà comment il a rejoint, lui aussi, cette liste de la mort... Nous avons d'abord patienté des heures au commissariat du 6^e arrondissement, avant de sillonner en bus la banlieue sud. Montrouge, Orsay, Cachan, Antony : à chaque étape, d'autres malheureux venaient grossir nos rangs.

A 20 heures, je franchissais les portes à battants du vélodrome d'Hiver. Un chaos indescriptible y régnait. Partout, des femmes, des vieillards, des malades, des enfants, des nourrissons... La chaleur nous étouffait, la poussière nous prenait à la gorge, le bruit de milliers de voix était assourdissant.

Denise Tavernier Témoin de l'horreur >>>

« Vous devez vous rendre immédiatement au vélodrome d'Hiver. C'est une demande de la Croix-Rouge », m'annonce la directrice de mon service, ce 17 juillet. J'ai 23 ans. Je viens d'obtenir mon diplôme d'assistante sociale et travaille depuis quelques semaines au service d'aide sociale de la préfecture de police de Paris. J'ignore tout de la nature de ma mission, mais je suis la plus jeune et n'ai pas mon mot à dire. J'enfile la tenue de la Société de secours aux blessés militaires ⁽¹⁾ (cape, coiffe et grand tablier). Un métro chaotique m'amène jusqu'à la station Grenelle, dans le 15^e arrondissement. A l'intérieur du stade, ce que je vois m'épouvante : des gens partout, prostrés et allongés à même le sol, gesticulant, hurlant. Je suis abasourdie. Je cherche un responsable, une infirmière, un médecin... En vain. Il fait une chaleur épouvantable. De l'eau suinte du plafond — l'orage de la nuit, sans doute. >>>

Madeleine Gutman : Les questions se bouscuaient dans nos têtes. Gagnées par l'épuisement, nous nous sommes assoupies, ma mère et moi, sur les stra-

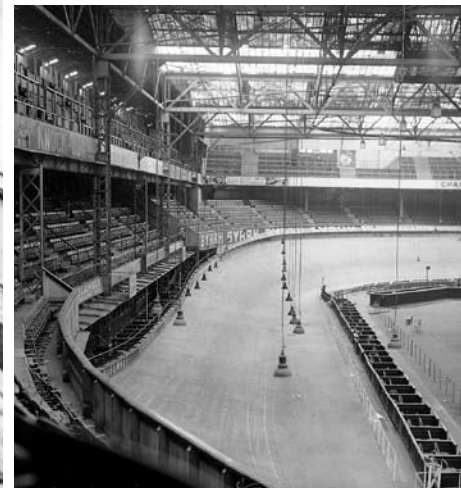
pontins, mon frère allongé sur nos genoux. Dans la nuit, un hurlement nous arracha à notre torpeur. « Mon enfant meurt ! », hurlait une femme. Le petit, brûlant de fièvre, fut emporté on ne sait où... Au cours des jours qui suivirent, la situation empira. Une rangée de robinets ne dispensait qu'un maigre filet d'eau. Les W.-C. étaient bouchés et les rares médecins, débordés. Seules les infirmières nous apportaient un peu de réconfort. Une liste fut établie afin que les malades les plus graves soient envoyés à l'hôpital Rothschild. Sur les conseils d'une infirmière, ma mère y inscrivit mon jeune frère... avant de revenir sur

sa décision deux jours plus tard. Quel drame pour elle de devoir choisir entre l'abandonner ou le laisser ici ! >>>

Denise Tavernier : Mon uniforme attire les regards. On m'interpelle. En discutant, je comprends que ces gens sont d'origine modeste : ouvriers, commerçants arrivés la veille ou le matin même. Un homme porte encore son pyjama sous son imperméable. On me réclame à manger, surtout à boire. On se plaint du manque d'eau. Effectivement, je ne trouve aucun robinet en état de marche et découvre que la plupart des W.-C. sont fermés. Derrière les façades de ce quar-



A ce jour, aucun témoignage photographique de l'intérieur du Vel d'Hiv lors de la rafle n'a été retrouvé. A gauche, des autobus à l'extérieur du bâtiment, le 16 ou le 17 juillet 1942. Ci-dessous, le Vel d'Hiv avant sa destruction, en 1959.



tier bourgeois, se doute-t-on du drame qui se déroule ici, à deux pas de la tour Eiffel? En fin de matinée, je retourne à la préfecture de police pour expliquer à mes collègues la situation. En retrouvant l'air libre, j'ai l'impression d'émerger d'un cauchemar. Ma responsable reçoit alors un coup de fil que, visiblement, elle attendait et m'annonce: « Soyez là à 17 heures. Quelqu'un va nous recevoir au siège de la préfecture. »



Je vais vite découvrir que ce « quelqu'un » est un haut fonctionnaire détaché de la police directement impliqué dans l'organisation de la rafle. Avec toute l'inconscience de ma jeunesse, je lui lance: « Il y a des moments où on a honte d'être français! Même des animaux, on ne les parquerait pas ainsi, ils en mourraient. Il y a là des vieillards, des enfants, certains sont encore nourris au sein. Ils n'ont même pas de quoi boire. »

Pour me calmer, il me rassure: les robinets seront vite réparés et les « rotations des juifs » vont s'accélérer. Avant d'ajouter: « Que tout cela reste entre nous. Si vous parlez trop, vous risquez sans doute de vous faire arrêter. » En quittant la préfecture, un frisson me parcourt malgré la chaleur. Je suis celle qui vit libre et qui, demain, doit retourner dans l'enfer... >>>

Madeleine Gutman: Dans l'enceinte du stade, la vie était rythmée par les cris. Nous étions des milliers à faire trembler le sol de nos talons en hurlant: « Nous voulons sortir! » Des haut-parleurs, une voix tonitruante aboyait: « Mais taisez-vous, vous êtes exaspérants! »

J'avais peu d'échanges avec les autres personnes. Mais je me souviens d'une femme, 30 ans peut-être, appuyée sur sa valise, qui noircissait des pages. Je lui demandai ce qu'elle écrivait. « Tout ça! », me répondit-elle en désignant la foule.

Au bout du quatrième jour, je ne pensais plus qu'à une seule chose: m'enfuir. « Va si tu le peux, me dit ma mère. Que Dieu te pro-

tège! » Elle, faisant d'ordinaire preuve de sang-froid, était comme absente, totalement perdue... >>>

Denise Tavernier: Ma mère me fait comprendre l'importance de ma mission: « Tu es la seule personne qui les relie au monde extérieur. Tu peux leur apporter une miette de réconfort. » En l'absence d'ordres précis, je décide de faire tout ce que je peux pour soulager la peine de ces malheureux...

Le lendemain, des infirmières et des médecins arrivent. Nous manquons de pansements et de médicaments. Je consacre l'essentiel de mon temps à parler et à distribuer le peu de nourriture. La liste des malades s'allonge, tandis que d'autres restent prostrés pendant des heures. J'assiste, impuissante, à deux suicides de désespérés se jetant des plus hauts gradins. Les yeux remplis de larmes, un homme me saisit par les épaules et me secoue. Je sens son souffle chaud sur ma peau: « Oui, vous et les vôtres, vous n'avez pas honte? Tuez-nous! Tuez-nous donc! », me lance-t-il.

Régulièrement, les gens entonnent une sorte de chant religieux qu'ils concluent en applaudissant. Puis les voix cessent brusquement dans un silence surréaliste. Le pire est sans doute l'odeur qui règne ici. Personne ne peut se laver, chacun fait ses besoins à même le sol, les femmes n'ont pas de linge hygiénique, les malades vomissent aux pieds de leurs voisins...

Les policiers obéissent aux ordres, mais, me semble-t-il, sans aucun zèle. Et beaucoup m'apparaissent sincèrement touchés par la détresse des enfants.

Le 19 juillet, peu à peu, le vélodrome commence à se vider. L'évacuation dure quatre jours. Au cours de ces dernières heures, les crises d'hystérie se multiplient, et nous sommes contraints d'en attacher certains sur des brancards avant leur évacuation vers l'hôpital Rothschild. >>>



Madeleine Gutman : Lorsque le vélodrome se vida, nous n'imaginions pas que les gens partaient vers des camps. Nous avions confiance en la police française. Le 22 juillet, ce fut notre tour. Une marée humaine, encadrée par les forces de l'ordre, se dirigea vers la sortie. Je me suis retrouvée coincée parmi d'autres le long des bus en enfilade. Soudain, il y eut une bousculade.

Sans réfléchir, je me faufilei entre deux véhicules et, d'un geste sec, arrachai mon étoile jaune.

Je marchai le plus calmement possible, résistant à la tentation de jeter un œil derrière moi. Arrivée au métro Grenelle, je sautai dans la première rame. Ma tenue chiffonnée, mon air hagard, abasourdi, ont dû interpellé les voyageurs. M'ont-ils dévisagé ? Comment le savoir ? J'étais dans un état second, agissant à l'instinct.

Enfin, je parvins en bas de chez moi. L'épicier, un ami, m'interpella : « Madeleine, ne reste pas là. C'est trop dangereux. » Mais où aller ? Je passai ma première nuit chez une camarade de classe. La suivante chez une voisine de mon professeur de piano, d'autres nuits encore chez des copines de classe, puis une tante m'accueillit trois semaines.

Enfin, j'arrivai chez les Bécharde. Ce couple extraordinaire est resté dans l'Histoire pour avoir caché beaucoup d'enfants juifs ⁽²⁾. Ils m'hébergèrent du 28 août 1942 au 30 janvier 1943. La tension étant enfin moins forte, je pus retourner vivre rue Hautefeuille, avec ma sœur... >>>

Denise Tavernier Ces images m'ont tellement hantée que j'ai donné ma démission en août 1942. Après la guerre, personne n'a voulu croire ce que je racontais, à l'exception du curé de ma paroisse du 13^e arrondissement, ancien résistant. A sa demande, j'ai brisé un tabou, en rédigeant mes souvenirs, qui furent publiés dans le journal de ma paroisse en 1952.

Encore aujourd'hui, évoquer cette terrible semaine demeure une souffrance. Heureusement, depuis quelques années, la presse et le cinéma se font régulièrement l'écho du drame.

Le devoir de mémoire appartient à chacun. >>>

Madeleine Gutman : Avoir laissé derrière moi mon frère et ma mère m'a longtemps culpabilisée.

Pendant des années, le brouhaha du Vel d'Hiv a résonné dans ma tête. Ce drame accompagne chaque jour de mon existence, et je vis avec la peur au ventre depuis ce 16 juillet.

Quand je vois le monde d'aujourd'hui, je crains que la leçon n'ait pas été entendue. C'est pourquoi il ne faut pas taire l'horreur. Et espérer, malgré tout... ■

1. Le 7 août 1940, la Société de secours aux blessés, l'Association des Dames françaises et l'Union des femmes de France avaient fusionné en une association unique : la Croix-Rouge française.

2. Odette Bécharde était membre de « L'Entraide temporaire », un groupe de femmes créé au début de la guerre par Lucie Chevalley, juriste, afin d'aider les familles de travailleurs, puis pour secourir les enfants juifs.

5 QUESTIONS À Serge Klarsfeld

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICIA KHENOUNA



Président de l'association Les Fils et Filles des déportés juifs de France (FFDJF), Serge Klarsfeld a, avec son épouse Beate, traqué des criminels contre l'humanité, notamment Klaus Barbie, Kurt Lischka et leurs complices français, René Bousquet, Jean Leguay et Maurice Papon. Il joue aussi un rôle considérable dans la recherche historique, en particulier en ce qui concerne le sort des juifs de France de 1940 à 1944.

Vous rassemblez depuis plus de quarante ans des témoignages sur les juifs déportés, quelle réflexion vous inspire ceux de Denise Tavernier et de Madeleine Gutman ?

Leur parole vient compléter une sorte de fresque sans laquelle il serait extrêmement difficile de reconstituer l'horreur des événements. Les témoignages de ces femmes sont précieux car elles ont vécu les choses « à ras de terre », sans connaître les mécanismes de l'Histoire : Qui tirait les ficelles ? Comment les décisions ont-elles été prises ?

Le peuple français doit-il, soixante-huit ans plus tard, porter encore la culpabilité de cet épisode tragique ?

Il n'y a aucune raison que la population française éprouve une quelconque culpabilité : elle n'a pas été consultée par référendum pour savoir s'il fallait ou non persécuter les juifs. Pas plus que les assemblées parlementaires,

d'ailleurs. Même le Conseil des ministres a été informé d'une manière très ambiguë. Dans la mesure où tout fut décidé entre le chef de l'État, le Premier ministre et le ministre de la Police, la République n'est pas impliquée. Le peuple français, au contraire, manifesté son hostilité à ces mesures et s'est montré particulièrement solidaire envers les victimes, puisque trois quarts des juifs de France — soit 240 000 personnes — ont pu être sauvés : la proportion la plus importante d'Europe. Comme l'a proclamé Jacques Chirac dans son discours ⁽¹⁾, « Ce jour-là (le 16 juillet 1942), la France accomplissait l'irréparable », mais de l'autre côté, les Justes aidaient la grande majorité des juifs à survivre, empêchant Vichy de poursuivre une coopération policière massive avec la Gestapo allemande.

Le fait d'avoir échappé à la déportation est-il à l'origine de votre engagement ?

Probablement... Car ce que j'ai vécu m'a profondément marqué. Afin de nous sauver, notre père avait eu l'idée de fabriquer une cachette dans la penderie, derrière une cloison de contreplaqué. « C'est vous qui devez être protégés, avait-il affirmé. Si on m'arrête, je survivrai parce que je suis fort. » J'avais 8 ans quand la Gestapo a débarqué chez nous, en 1943. Les Allemands ont fouillé en vain l'appartement et ont emmené mon père. Nous ne l'avons jamais revu... De notre cachette, nous entendions nos petites voisines et amies se faire torturer afin qu'elles révèlent l'endroit où se trouvait leur frère aîné. Sans ces événements tragiques, il est évident que j'aurais sans doute suivi une autre voie...

Aujourd'hui, quel combat vous restait-il à mener ?

Faire en sorte que le bilan de la solution finale en France soit le plus pré-

cis possible. Quand j'ai rédigé en 1978 le Mémorial de la Déportation, j'y ai recensé, convoi par convoi, les noms, prénoms, dates et lieux de naissance des déportés. Après avoir compulsé des dizaines de milliers de documents dans toutes les archives départementales, j'ai maintenant retrouvé les adresses d'arrestation des 80 000 victimes. Fin 2011, je publierai un document où figureront toutes ces informations, de façon à bien fixer la mémoire.

Comment parvenez-vous à vivre sereinement en remuant quotidiennement ce passé terrifiant ?

La souffrance des victimes est en effet insoutenable et, pour pouvoir réaliser un travail comme celui-ci, il faut avoir des moments intenses de bonheur. Or, nous avons la chance, mon épouse Beate et moi, d'être heureux. ■

1. le 16 juillet 1995.

